

**Avenant salarial n° 20 à l'Accord professionnel de travail du  
« PERSONNEL DES ENTREPRISES DE SURVEILLANCE, DE  
GARDIENNAGE ET DE SÉCURITÉ »**

**Préambule**

Pour tenir compte de la montée en compétence des salariés des entreprises de surveillance, de gardiennage et de sécurité, et des efforts qui leur ont été demandés ces dernières années (professionnalisation, formation, etc.), il a été convenu d'instaurer une augmentation salariale satisfaisante et pérenne pour les salariés relevant de la branche.

Par conséquent, le présent accord est conclu afin de valoriser davantage la profession, tout en respectant la réalité économique des entreprises et l'application de la convention collective.

**Article 1 : Date d'application de la revalorisation**

Les parties conviennent de revaloriser la grille salariale des agents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, ce qui permettra aux entreprises d'honorer leurs contrats actuels, dont les plus longs s'achèvent dans 3 ans.

**Il est entendu que les prochains contrats commerciaux ou marchés publics, signés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023, devront prendre en compte l'application du présent avenant dans leurs dispositions contractuelles afférentes aux tarifs, dans l'objectif de rendre applicable la future grille à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**Article 2 : Évolution des indices du niveau 1 au niveau 4 échelon 2 et du niveau 1 des agents de maîtrise**

Pour permettre une revalorisation les parties ont convenu de modifier les indices tels qu'il suit :  
**Niveau 1 au niveau 4 échelon 2**

		<b>AUGMENTATION INDICE</b>	<b>INDICE 2019</b>	<b>INDICES 2023</b>
<b>NIVEAU 1</b>	1er	29	304	333
<b>NIVEAU 2</b>	II.1	30	308	338
	II.2	27	313	340
	II.3	27	318	345
<b>NIVEAU 3</b>	III.1	25	326	351
	III.2	20	334	354
	III.3	20	342	362
<b>NIVEAU 4</b>	IV.1	11	358	369
	IV.2	5	374	379

**Agents de maîtrise du Niveau 1**

<b>AM1</b>	<b>AUGMENTATION INDICE</b>	<b>INDICE 2019</b>	<b>INDICES 2023</b>
I.1	15	357	372
I.2	10	367	377
I.3	5	377	382

**Les autres indices de la grille restent inchangés.**

TCH

SW

AW BL DJ BF

T OI O C JNF CD

Entre la date de signature du présent avenant et le 1<sup>er</sup> janvier 2023 il est à considérer que la présente évolution, ne met pas en cause une possible revalorisation du point ou des indices lors des négociations annuelles sur les salaires minima conventionnels.

### Article 3 : Travaux sur le coût minimal de revient d'un agent

Les parties conviennent par ailleurs de travailler au cours de l'année 2020 sur le coût de revient minimal d'un agent en vue d'intégrer des dispositions dans la convention collective au plus tard avant l'application de la présente revalorisation salariale. Ces dispositions visent à garantir une saine concurrence au sein de la profession en évitant ainsi des prix anormalement bas.





### Article 4 : Extension du présent avenant

Le présent avenant entrera en vigueur le jour de la publication au JONC.


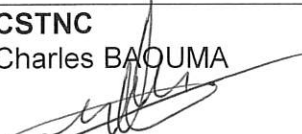

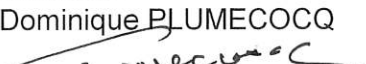
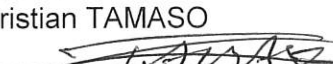

Les parties signataires demandent l'extension par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie conformément aux dispositions des articles LP 334-12 et suivants du Code du Travail et R 334-2.

Fait à Nouméa, le 8 janvier 2020.

### COLLEGE DES EMPLOYEURS :

<b>MEDEF-NC</b> Catherine WEHBÉ 	<b>MEDEF-NC</b> Frédéric LAFLEUR 	<b>U2P</b>
<b>CPME-NC</b> Baptiste FAURE 	<b>CPME-NC</b> Stéphane CORDELLIER 	

### COLLEGES DES SALARIES :

<b>COGETRA</b> Ollivier ICARDI 	<b>CSTNC</b> Charles BAOUMA 	<b>CSTNC</b> Charles OUTI 
<b>USOENC</b> Dominique PLUMECOCQ 	<b>USTKE</b> Christian TAMASO 	<b>USTKE</b> Vincenzo FABIANI 

**DTE Nouvelle-Calédonie**  
Christelle DENAT  
